

## Perspectives économiques provinciales

### Les économies remontent la pente, mais un chemin difficile se profile à l'horizon

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef | 416-982-8067

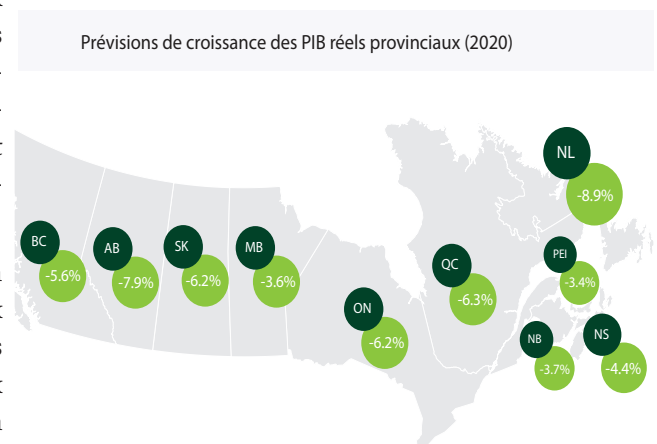
Derek Burleton, vice-président et économiste en chef adjoint | 416-982-2514

Rishi Sondhi, économiste | 416-983-8806

Omar Abdelrahman, économiste | 416-734-2873

17 juin 2020

- Grâce aux données économiques provinciales pour le mois de mai, nous saisissons maintenant l'ampleur réelle des replis économiques d'un océan à l'autre au deuxième trimestre. En somme, aucune province ne sera épargnée par une contraction sans précédent de l'activité économique et des emplois.
- Alors que les provinces poursuivent leur réouverture progressive, l'attention se porte vers la forme de la reprise. Bien que toutes les provinces devraient renouer avec la croissance dès le troisième trimestre, certaines d'entre elles, plus petites (Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Manitoba), devraient afficher un rendement supérieur compte tenu des répercussions modérées de la pandémie et d'une relance plus rapide.
- Du côté des grandes provinces, les progrès réalisés par la Colombie-Britannique dans sa lutte contre la pandémie l'ont amené à obtenir de meilleurs résultats que les autres cette année. L'économie du Québec est celle qui a probablement le plus souffert des répercussions initiales liées à la COVID-19, mais elle a entamé un long processus de rétablissement. Par ailleurs, l'Ontario affichera probablement un rendement inférieur, en raison notamment de sa stratégie de réouverture lente.
- Les provinces canadiennes productrices de pétrole ont vu leur situation s'améliorer récemment, grâce à un assouplissement des mesures de confinement jumelé à la hausse des prix du pétrole. Cela dit, les projets de dépenses en immobilisations resteront peu nombreux en raison de l'incertitude liée à la trajectoire de la demande mondiale de pétrole. Nous nous attendons à ce que l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador affichent la plus faible croissance du PIB cette année, et que la Saskatchewan s'en tire un peu mieux.
- L'Enquête sur la population active du mois de mai a mis en lumière les temps difficiles à venir sur les marchés provinciaux de l'emploi. Le mois dernier, un certain nombre de provinces ont enregistré une remontée des embauches. Toutefois, les taux de chômage ont tout de même augmenté, dans l'ensemble, en raison d'un accroissement des taux de participation. Le taux de chômage devrait clore 2020 en hausse de 2,9 à 5,7 points par



Source: Services économiques TD. Prévisions en date de juin 2020.

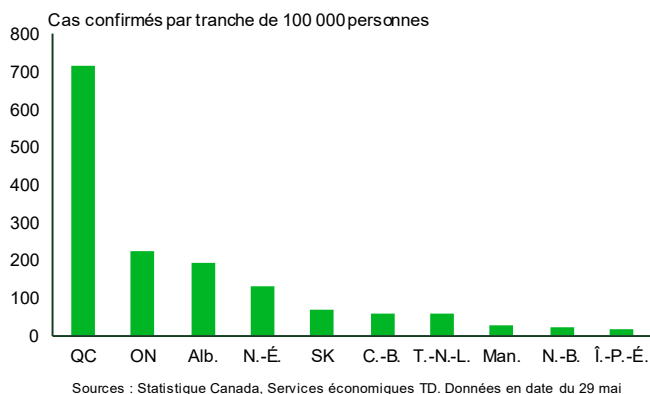
rapport à la période précédant la pandémie, en partie à cause d'un contexte commercial toujours difficile.

- Nous avons revu à la baisse nos prévisions à court terme pour les marchés de l'habitation partout au pays. Le resserrement des conditions de crédit, la lente reprise des marchés de l'emploi et la faible croissance démographique nuiront aux ventes de maisons, aux prix et à la construction résidentielle.
- L'an prochain, le taux de croissance effréné du PIB camouflera les reprises modérées en cours à la suite de la crise, tandis que certaines cicatrices permanentes donneront lieu à des taux de chômage relativement élevés. Une certaine convergence devrait être observée pour les plus grandes provinces par rapport aux plus petites. Cependant, la faiblesse persistante du marché pétrolier en Alberta sera probablement désavantageuse pour cette province.

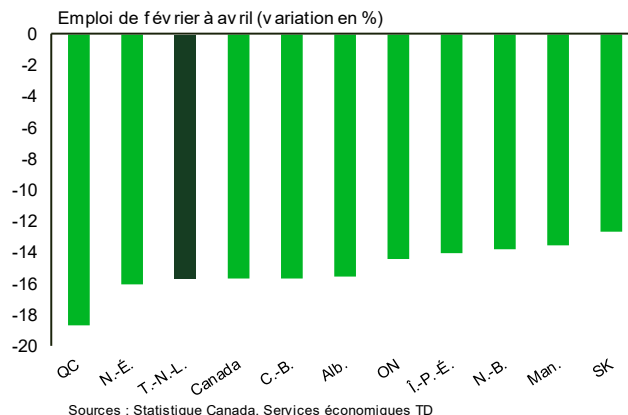
### Une contraction sans précédent au Québec

L'écllosion de COVID-19 a particulièrement touché le Québec. La province a enregistré plus de 50 000 cas, soit environ 70 % de plus que l'Ontario, la deuxième province la plus touchée (graphique 1). La gravité de la situation au Québec a nécessité l'imposition de mesures de distanciation sociale de loin les plus sévères au pays. Selon nos calculs, environ 40 % de l'activité économique au Québec a été jugée non essentielle et a été temporairement interrompue par le gouvernement provincial afin de lutter contre la propagation du virus, ce qui comprenait une grande part des secteurs de la construction et de la fabrication, lesquels ont dans l'ensemble réussi à éviter la fermeture dans les

**Graphique 1 : Le Québec est aux prises avec ce qui est de loin la pire éclolosion de COVID-19**



**Graphique 2 : Économie du Québec malmenée par la pandémie en mars et en avril**



autres provinces. Le secteur de l'immobilier a également été désigné non essentiel, bien que les transactions s'y soient poursuivies, ce qui a réduit l'incidence sur la croissance globale.

Ces mesures ont probablement entraîné une contraction de l'économie québécoise plus marquée que celle du reste du Canada en mars et en avril (graphique 2). Cela s'est répercuté de toute évidence sur le marché de l'emploi, où le nombre d'emplois a chuté de 20 % au cours de cette période (40 % dans le cas des emplois en construction), comparativement à 15 % ailleurs au Canada. Un portrait semblable est brossé par les heures travaillées et les données sur le commerce de détail, quoique ces dernières ne couvrent que la période se terminant fin mars.

Néanmoins, à l'aube de l'été, les perspectives de renversement de la situation s'annoncent favorables. Les mesures énergiques prises plus tôt par la province ont porté leurs fruits puisque le nombre de nouveaux cas de la maladie

Prévisions Économiques : Québec			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2019	2020	2021
PIB réel	2.7	-6.3	5.3
PIB nominal	4.4	-4.0	7.0
Emplois	1.7	-6.8	6.0
Taux de chômage (%)	5.1	10.1	7.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	48.1	39.6	37.9
Prix moyen de revente des maisons	5.1	7.9	-0.3
Ventes de maisons existantes	11.8	-5.6	25.2

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

a diminué rapidement au cours des dernières semaines. De plus, la province poursuit le déploiement de son ambitieux plan de déconfinement, qui a permis la réouverture des secteurs de la construction, de la fabrication et de l'immobilier, de la plupart des commerces de détail et de nombreux secteurs des services personnels depuis la mi-mai. Toujours pendant cette période, à l'extérieur de Montréal, les écoles préscolaires et primaires ont aussi repris du service. Le redémarrage de ces secteurs a stimulé l'économie, la province comptant 230 000 nouveaux postes nets pour le mois, ce qui constitue la plus forte progression au pays. De nombreux services de soins de santé privés ont également repris en juin, en plus des restaurants. Ces développements, jumelés à l'aide gouvernementale offerte durant la pandémie, notamment 2,9 milliards de dollars supplémentaires en dépenses d'infrastructures pour l'exercice en cours, laissent entrevoir une bien meilleure croissance au deuxième semestre.

Il convient de faire preuve de prudence, car il faudra du temps pour que ces secteurs atteignent de nouveau leur pleine capacité. Par exemple, l'achalandage dans les commerces de détail reste bien inférieur à celui du début de l'année, malgré une hausse à la fin mai liée aux réouvertures de magasins à Montréal. En outre, la province est toujours aux prises avec la pandémie de COVID-19, comptant près de 90 % des cas actifs au pays.

Prévisions Économiques Provinciales																		
	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
<b>National</b>	<b>1.7</b>	<b>-6.1</b>	<b>5.2</b>	<b>3.6</b>	<b>-4.9</b>	<b>7.0</b>	<b>2.1</b>	<b>-6.6</b>	<b>5.8</b>	<b>5.7</b>	<b>10.0</b>	<b>7.6</b>	<b>208.7</b>	<b>189.2</b>	<b>195.9</b>	<b>2.3</b>	<b>2.3</b>	<b>-1.0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	4.0	-8.9	3.5	5.6	-12.5	5.7	0.7	-8.8	1.8	11.9	14.8	13.9	0.9	0.5	1.3	-3.0	-2.5	-2.8
Île-du-Prince-Édouard	4.5	-3.4	2.5	6.6	-1.5	4.2	2.7	-2.8	3.0	8.8	10.9	9.8	1.3	0.9	1.6	11.7	10.8	-0.4
Nouvelle-Écosse	2.1	-4.4	3.4	4.1	-2.4	5.2	2.2	-7.0	3.8	7.2	11.0	9.2	4.7	4.1	4.6	8.0	4.3	0.0
Nouveau-Brunswick	1.0	-3.7	3.0	2.8	-1.8	4.9	0.7	-4.4	2.9	8.0	10.4	9.1	2.9	2.8	3.3	2.7	5.6	1.8
Québec	2.7	-6.3	5.3	4.4	-4.0	7.0	1.7	-6.8	6.0	5.1	10.1	7.2	48.1	39.6	37.9	5.1	7.9	-0.3
Ontario	1.9	-6.2	5.1	4.1	-3.7	6.8	2.9	-6.0	5.9	5.6	9.6	7.3	69.0	74.6	76.6	6.2	4.2	-1.7
Manitoba	1.0	-3.6	3.0	1.9	-2.5	3.9	0.9	-4.2	4.6	5.3	8.4	6.7	7.0	5.8	6.0	0.1	-0.2	0.1
Saskatchewan	-0.8	-6.2	4.7	0.6	-8.0	7.2	1.6	-6.1	4.2	5.4	9.3	7.5	2.4	2.5	3.6	-0.5	-2.0	-2.6
Alberta	-0.6	-7.9	5.7	1.1	-12.1	9.1	0.5	-8.7	6.3	6.9	12.2	9.6	27.3	23.4	25.6	-2.4	-1.4	-2.3
Colombie-Britannique	2.8	-5.6	5.4	5.3	-3.1	7.4	2.6	-7.1	6.8	4.7	9.0	6.6	45.1	35.0	35.4	-1.5	3.3	-2.5

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, juin 2020.

## Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.